

TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE (TNT)

Des opérateurs étrangers convoitent le marché

La télévision numérique terrestre (TNT), dont le lancement est prévu pour la fin de l'année en cours, est un marché qui met déjà en appétit des opérateurs étrangers. C'est, du moins, ce qu'a révélé, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne I, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Communication, Azeddine Mihoubi.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'invité de l'émission «Tahaoulat», comme pour inciter les opérateurs nationaux à s'intéresser au marché qu'induit le lancement de la TNT, notamment en matière d'unités de réception, a même dévoilé que des opérateurs étrangers ont soumis des propositions pour accompagner le projet. Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Communication a expliqué que le lancement de la TNT

participe de la volonté de l'Etat à parachever une transition de l'analogique vers le numérique. Une transition qui prendra au minimum dix années pour s'accomplir totalement. L'audiovisuel national se suffira cependant d'accomplir des bonds graduels vers le numérique.

Son ouverture à l'investissement privé n'est pas à l'ordre des réflexions du gouvernement. «Il est vrai que la question de l'ouverture de l'audiovisuel fait débat au sein de

la société et de la classe politique, cependant pour que l'ouverture advienne, il faudra au préalable un climat favorable», a affirmé Mihoubi. Et par climat favorable, il entend l'instauration d'une véritable dynamique économique. Ceci pour que, explique-t-il, les projets de télévisions privées donnent lieu à des entreprises durables. Plus clairement donc, les chantiers relatifs à la presse auxquels se réfère Ouyahia dans son plan d'action présenté mardi devant l'APN n'intègrent pas l'ouverture de l'audiovisuel. Il sera question de seulement la révision de la loi organique relative à l'information et des textes de loi adjacents, tels que les lois relatives à la publicité et le sondage. Le secrétaire d'Etat,

qui n'a pas innové en matière de discours sur la presse, s'attardant, comme tous les ministres qui l'ont précédé, sur les questions de l'éthique et de la déontologie, a dit inscrire l'action de son gouvernement autour de la professionnalisation. Pour cela, il a déclaré tablier sur la formation. Dans sa conception, le métier de journaliste doit satisfaire à deux obligations, celle d'informer l'opinion et celle de soigner l'image de l'Algérie à l'étranger.

Mihoubi, comme les autres ministres ayant eu à gérer le secteur de la communication, attribue les manquements à l'éthique professionnelle aux seuls journalistes de la presse écrite, comme si l'obligation éthique n'incombe pas égale-

ment aux journalistes travaillant pour les radios et la télévision. Le secrétaire d'Etat a souligné que les questions éthiques et déontologiques restent au centre de l'intérêt du gouvernement.

Aussi, il est fort à craindre que le gouvernement concrétise cette fois-ci son idée de code de l'éthique et de la déontologie, sevrant par là la corporation de l'organisation de son autorégulation. Cela étant, si Mihoubi a indiqué que la révision du code de l'information associera au débat les professionnels des médias, journalistes et éditeurs, il n'a pas raté de faire remarquer qu'il faudrait au préalable que ces mêmes professionnels s'organisent véritablement. Le secrétaire d'Etat a souligné

que «les journalistes vivent une situation de non-organisation». Mihoubi a fait part par ailleurs, de la mise en place d'un nouvel organigramme, un plan de redéploiement pour la presse écrite publique.

Le projet est en cours d'élaboration. Le secrétaire d'Etat, qui avoue avoir lui-même reçu des aides financières de l'Etat lorsqu'il s'était engagé dans l'aventure éditoriale, a rassuré quant au maintien des aides de l'Etat pour la presse. Des aides qui se feront, a-t-il indiqué, sur la base d'un cahier des charges, dans lequel le respect des missions de service public et la notion de l'éthique figurent en bonne place.

S. A. I.

BENBOUZID AVERTIT :

«Les cours particuliers dans le primaire sont interdits»

Les cours de soutien dans les différents cycles de l'enseignement enregistrent un engouement important des élèves. C'est le constat fait hier par les différentes commissions chargées de l'évaluation de l'état d'avancement des programmes dispensés pour les élèves des classes d'examen.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Réunissant les directeurs de l'éducation des 48 wilayas, le ministre de l'Education nationale, M. Aboubakr Benbouzid, a encouragé ces derniers à reconduire l'expérience dans les

années à venir en matière d'accompagnement et de soutien des élèves des classes d'examen. Le ministre a annoncé un allègement des programmes de l'enseignement primaire à partir de la rentrée prochaine, expli-

quant cela par le déséquilibre existant entre les programmes et le volume horaire. Quoique, pour cette année, le programme a été tout de même achevé. Toujours pour le primaire, le ministre a instruit les directeurs de l'éducation à se rapprocher des walis pour mettre en place les moyens de lutter contre les cours particuliers dispensés par des enseignants à des élèves de ce cycle. «Je trouve que ce n'est pas normal et

même inadmissible de donner des cours particuliers aux élèves du primaire», s'insurge-t-il, en avertissant qu'il ira jusqu'à élaborer une loi pour interdire ces cours. «Ce sont nos enfants et nous avons la responsabilité de leur éducation. Il est hors de question de laisser les enseignants jouer avec ça. Il est normal que des élèves de terminale suivent des cours de soutien, mais nous ne l'acceptons pas pour les élèves du primaire», insiste-t-il. M. Benbouzid a interdit aux chefs des établissements primaires de mettre à la disposition leurs structures pour des cours de soutien.

Faut-il rappeler, à cet effet, que le ministre, dans le cadre de la réforme de l'éducation, a instauré un programme de remédiation pédagogique aux élèves du primaire présentant des difficultés dans l'assimilation des cours.

Pour ce qui est des deux autres

cycles, le moyen et le secondaire, les bilans présentés par les représentants des commissions ont montré l'avancement ponctuel dans les cours, sauf pour sept wilayas qui enregistrent un léger retard dans les programmes. Mostaganem, Batna et Annaba sont, par ailleurs, les wilayas les plus en retard et où les responsables pédagogiques ont quelques fois négligé les cours de soutien pour les candidats au baccalauréat, afin de terminer les programmes dans les délais.

Ainsi donc, la préparation des examens de fin d'année se déroule dans de bonnes conditions, selon le ministre de l'Education qui a souligné qu'une enveloppe importante a été consacrée. Ce sont 210 milliards de centimes qui ont été réservés au bac, 179 milliards de centimes pour le BEM et 70 milliards pour l'examen de fin du cycle primaire.

R. M.

KOURDJANI MOHAMED-SEDDIK, NOUVEAU SG

DE LA FÉDÉRATION DE LA MÉCANIQUE :

«Je plaiderai l'assainissement financier des entreprises»

«Je plaiderai l'assainissement financier des entreprises et la relance du secteur de la mécanique et de la métallurgie. Je ne ménagerai aucun effort en travaillant en étroite collaboration avec les syndicalistes pour défendre notre secteur et ses travailleurs.» Kourdjani Mohamed, le nouveau SG de la Fédération nationale des travailleurs de la mécanique, métallurgie et électronique, est catégorique : «La relance du secteur de la mécanique passe par l'encouragement de la production nationale.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est en présence du SG de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi-Saïd, et du secrétaire national chargé des conflits sociaux et des fédérations, M. Telli Achour, que les membres de la Commission exécutive fédérale (CEF) ont élu, hier, à bulletin secret, la nouvelle direction nationale de la Fédération nationale des travailleurs

de la mécanique, métallurgie, électronique et électrotechnique.

Dans la course au poste de secrétaire général, il y avait également M. Slimani Ahmed, un syndicaliste connu du monde du travail, notamment dans le secteur de la mécanique. Les membres de la CEF ont, par ailleurs, élu les sept membres du bureau fédéral repré-

sentant les six SGP, à savoir Cabelec, Indilec, Equipag, Construmet, Transolb, et le groupe SNVI. Notons que le secteur public de la mécanique, à travers ses différentes entreprises, fait face au handicap financier. Selon une source syndicale, plusieurs entreprises, dont les performances ne sont plus à démontrer, à l'image de la SNVI, de l'Eniem, de l'Enel, de PMA, croulent sous le poids de dettes bancaires.

De ce fait, le nouveau patron de la fédération a inclu dans sa nouvelle feuille de route l'urgence de procéder à l'assainissement financier des entreprises relevant de son secteur.

A. B.

LES EXAMENS PAR LES CHIFFRES :

Baccalauréat : du 7 au 11 juin
444 514 inscrits dont 263 330 scolarisés
181 184 candidats libres
138 handicapés
954 candidats dans les écoles privées
1 634 candidats dans les établissements pénitentiaires
Brevet de l'enseignement moyen :
du 1^{er} au 3 juin 558 266 inscrits
553 923 scolarisés
4 343 candidats libres
1 450 inscrits dans les écoles privées
Examen de fin du cycle primaire : 27 mai.
Session de rattrapage 24 juin 635 589 inscrits
1741 inscrits dans les écoles privées

PUBLICITE

INSTITUT PRIVE DE FORMATION SUPERIEURE

RECRUTE

- 1 Secrétaire de direction

Conditions :

- Diplôme et expérience professionnelle de plus de 5 ans
- Age : 30 ans et plus

- 1 Assistant de gestion

Conditions :

- Diplôme universitaire et expérience professionnelle de plus de 5 ans
- Age : 35 ans et plus

- 1 Ingénieur en informatique

Conditions :

- Diplôme et expérience professionnelle de plus de 5 ans

Envoyer CV avec photo et lettre de motivation
par e-mail : formconsult.RH@gmail.com

INTER CALL CENTER

Centre d'appel implanté à Dely Ibrahim
Recherche ses futurs collaborateurs
pour opérations longues durées

Si vous êtes parfaitement francophone et motivé venez rejoindre une équipe gagnante. Nous offrons 15 jours de formation aux techniques de téléphone, et des perspectives d'évolution pour les candidats motivés.

Adressez votre candidature

(lettre de motivation + CV) : Par Mail :
baya.hamadouche@inter-callcenter.com

Par Courrier :

Inter - callcenter. Baya Hamadouche.
211, cité Aïn Allah Dely Ibrahim
Alger 16 320

Notre téléphone : 021 91 84 72

Nous vous contacterons
dans les meilleurs délais.

PENSÉE

A mes enfants et ma chère épouse. Triste et douloureux fut et sera pour toujours le 21 mai 2003 où vous me quittiez à jamais ma chère épouse **Ghania**, mes chers enfants
Sabrina 10 ans, Sid-Ali 8 ans et Mehdi 2 ans et demi
Laisant derrière vous de bons souvenirs et un vide que nul ne pourra combler. Ton époux, votre père, vos tantes, grand-père, grand-mère ainsi que toute la famille demandent à tous ceux qui vous ont aimés et estimés pour votre gentillesse, bonté et générosité d'avoir une pieuse pensée en vos mémoires et de prier Dieu le Tout-Puissant de vous accorder Sa Sainte Miséricorde et de vous accueillir en Son Vaste Paradis. Reposez en paix mes chers enfants, ma chère épouse. Votre père, ton époux pense à vous.
M. Bensalma Ammar

